

monnaie, on la rencontre, il est vrai, très fréquemment dans les ports à traité, cependant ce n'est que très difficilement qu'on peut obtenir d'un Chinois ne demeurant qu'à quelques lieues du port, d'accepter ces pièces lors d'un achat : il préfère son sale argent kâsch aux pièces d'argent.

Rectifions à cette occasion une erreur très répandue qui consiste à voir une monnaie dans le *taël d'argent* de Chine.

Effectivement une telle monnaie n'existe pas ; le taël est simplement une once d'argent pur, et le Chinois exprime uniquement par ce terme une certaine unité de poids et de compte.

Pour obvier à ces inconvénients, le gouvernement projette, paraît-il, l'établissement d'une monnaie centrale dans la capitale de l'empire.

Actuellement, chaque satrapie a sa propre monnaie ; et comme elle ne comporte pas la garantie de même poids et de même alliage, il est impossible d'établir pour les monnaies qui circulent un système de paiement légal dans tout l'empire. Pour affaires commerciales plus importantes les Chinois se sont servis depuis bien des siècles de l'argent à l'état non monnayé.

Ces barres d'argent sont nommées par les étrangers, shoes (souliers) à cause de leur forme, elles ne sont pas toutes du même poids.

Ces barres portent comme garantie de leur pureté l'empreinte du poinçon du contrôleur de la monnaie et du banquier qui les met en circulation.

Si l'on veut acheter une marchandise qui ne coûte, par exemple, que la moitié de la barre, on coupe celle-ci simplement en deux morceaux.

À la conclusion de marchés, l'or n'est employé que dans des cas extrêmement rares ; les petites barres d'or qu'on rencontre servent presque exclusivement à constituer un trésor.

La valeur de l'or par rapport à l'argent a été, aussi dans l'empire du Milieu, soumise à des fluctuations extraordinaires.

Au début de la dynastie Ming (en 1357) la proportion fut de 1 : 4 ; en 1890, elle fut de 1 : 23.

En ce qui concerne enfin le papier-monnaie de Chine, le gouvernement impérial n'a pas émis de billets de banque depuis un demi-siècle.

Les Chinois l'ont pourtant déjà connu au commencement du IX^e siècle chrétien, peut-être même déjà plus tôt ; tandis qu'en Europe il n'a fait son apparition qu'en 1668.

La dernière émission de billets

de banque s'est faite en Chine en 1853, sous l'empereur Hsienfeng.

C'étaient des billets de 100, 1,000, 1,500 et 2,000 kâsch ; ils furent en 1861, etc., vendus à l'enchère dans les rues de Pékin, et depuis ils ont complètement disparu du commerce.

Le sort de ces banknotes est en tout cas limité à la confiance que la population du pays a dans ses maisons signantes ; le timbre d'une banque particulière semble offrir au public une garantie plus grande de la sûreté de son argent que celui du gouvernement impérial.

Les billets de banque privés se rencontrent notamment dans les quatre provinces du Nord : Schenking, (Mandchourie), Tschiti, Schantung et Schansi ; ils sont toujours de tant et tant de kâsch, et on les préfère même à l'argent de cuivre, parce qu'on ne court pas le risque de subir des pertes... par des kâsch de moindre valeur.

Beaucoup de ces billets valent jusqu'à 100,000 kâsch, ce qui, au cours actuel, ne fait, il est vrai, qu'environ \$250.

Dans les ports à traité et leurs environs, on se sert également d'argent étranger.

LES ELECTIONS

La lutte est terminée.

Au point de vue des affaires, nous ne pouvons que nous en réjouir, car partout, cette semaine, on nous a répété même le refrain dans le commerce de gros : " Tout est aux élections ; on ne fait rien pour le moment et il faudra attendre quelques jours encore après la date des élections pour que le mouvement habituel à cette saison reprenne son cours."

Il faut, en effet, quelques jours aux vainqueurs pour savourer leur joie et aux vaincus pour gémir sur leur défaite. La nature humaine est ainsi faite qu'elle ne reprend ses sens que petit à petit ; il lui faut le temps pour venir à bout des émotions heureuses ou malheureuses qui l'agitent.

Ces émotions les candidats et leurs partisans les éprouvent aujourd'hui. Les libéraux se réjouissent de leur victoire et les conservateurs portent le deuil des victimes du scrutin.

Parmi les victimes sont les têtes les plus marquantes du parti conservateur. Les esprits dirigeants de ce parti ont été rejetés par l'électorat. Les chefs, la tête, ceux qui autrefois menaient leurs partisans à la victoire disparaissent, balayés par des hommes qui, parfois, sont d'une valeur moindre au point de

vue de l'intelligence, de l'habileté et des connaissances requises pour tenir une place marquante dans un Parlement.

Peut-être quelques-unes de ces victimes ne doivent-elles leur défaite qu'à la division qu'elles ont elles-mêmes créé dans les rangs du parti conservateur. Elles ont récolté ce qu'elles avaient semé. Nous ne les plaindrons donc pas.

Le résultat général des élections est que le parti libéral conserve le pouvoir.

Sa victoire, il la doit à ses chefs, à un gouvernement sage et progressif et aussi aux fautes de ses adversaires.

Nous avons dit dans un précédent numéro les œuvres du gouvernement pendant les quatre années qu'il a détenu le pouvoir à Ottawa.

Mais l'impulsion qu'il a donnée aux affaires ainsi qu'aux travaux publics qui vont nous doter d'un outillage commercial qui manquait au pays, cette impulsion pouvait-elle, à elle seule, être jugée suffisante pour tourner en certains comtés une majorité conservatrice en une majorité libérale, nous ne le croyons pas.

Il a fallu d'autres raisons pour briser les attaches de parti et ces raisons nous les trouvons en rapprochant du résultat de la lutte, le cri poussé pendant la bataille par les adversaires du gouvernement libéral. "No French domination" disait-on dans Ontario. "Pas de Canadien français au pouvoir." tel était le mot d'ordre dans la province voisine. Ce cri poussé par les conservateurs leur donnait hier un gain net de quatorze sièges dans cette province d'Ontario.

Par contre, ce cri de guerre avait un contre-effet ici et ralliait dans la province de Québec presque tous les canadiens-français sous le drapeau du Premier Ministre Canadien-français. Résultat : huit sièges enlevés au parti conservateur et pas un seul perdu pour les libéraux.

Le gant jeté a été relevé.

Rien n'est plus regrettable, rien n'est à déplorer davantage que cette campagne de préjugés de race et de religion. S'ils devaient s'éterniser, c'en serait fait de la paix, de la bonne harmonie qui doivent exister entre citoyens d'un même pays.

Sir Wilfrid Laurier dans toute sa campagne électorale a fait partout appel à l'union, à la concorde. L'électorat l'a maintenu au pouvoir, persuadé qu'il a, avec ses collègues, l'autorité, la volonté et la force voulues pour tenir en respect les fauteurs de discorde.